ΚΟΣ ΣΗΜΙΤΗΣ ΚΩΝ/ΝΟΣ
www.pressdelivery.gr - ΑΘΗΝΑ

47

Le Voyage à Nantes
Le guide de la fête des arts le long de la Loire
Supplément

Le Monde

Vendredi 15 juin 2012 68e année N°20964 - 1,50 € France métropolitaine www.lemonde.fr

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : Erik Izraelewicz

Le plan de Hollande pour l'Europe

Croissance, stabilité financière et union monétaire sont les trois axes du plan français

Paris souhaite confier à la Banque centrale européenne la surveillance des banques

M. Hollande est prêt à prendre Mme Merkel au mot sur l'intégration politique et budgétaire

En Italie, Mario Monti, qui juge la situation « très, très grave », porte le plan de rigueur à 25 milliards

Faute d'argent, l'Etat grec ne pourrait plus payer les salaires des fonctionnaires dès cet été

François Hollande devait présenter jeudi 14 juin sa feuille de route pour tenter de stabiliser l'euro. Le chef de l'Etat devait aussi se rendre dans la journée à Rome pour rencontrer Mario Monti, le président du conseil italien, dont le pays se trouve dans le collimateur des marchés. Dans la foulée, le président français enverra aux capitales européennes son projet de « pacte de croissance pour l'Europe ».

La veille, François Hollande a reçu à Paris les trois chefs de file de l'opposition sociale-démocrate allemande. Mais l'Elysée assure, afin de ne pas braquer la chancelière, que ses propositions n'ont pas été concertées avec eux. « *Nous nous sommes contentés d'une discussion générale* », dit-on auprès de la présidence de la République. L'un des objectifs de François Hollande est de pousser ses pions, quitte à afficher ses différences avec Angela Merkel, tout en la prenant au mot quand elle propose davantage d'intégration politique et budgétaire : « *On n'évitera pas la dramaturgie, mais il faut quand même travailler avant et arriver avec des positions qui ont commencé à converger* », dit-on à l'Elysée.

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE (À BERLIN), DAVID REVAULT D'ALLONNES ET PHILIPPE RICARD (À BERLIN)

▶ Lire la suite page 3

Reportage Notre série sur les maux de la Grèce. **P. 2 et « Le Monde des livres »**
Dossier Comment les pays émergents observent la crise de l'euro. **P. 4 et 5**
Débats Quelle austérité ? Quelle croissance ? Des économistes répondent. **P. 18-19**
L'œil du Monde La mécanique infernale de la crise européenne. **P. 20-21**

Avant, ils se sentaient français

▶ Reportage à Hénin-Beaumont dans des familles françaises issues de l'immigration qui ont « réussi », se sont intégrées, et se découvrent aujourd'hui « arabes ».
▶ Dans cette ville paisible du Pas-de-Calais, devenue le symbole du vote FN, ces enfants de mineurs ne comprennent pas ce qui a changé et provoqué cette « drôle d'atmosphère ».

Page 16

Marine Le Pen, dans le Pas-de-Calais, le 27 mai 2012. OLIVIER CORET POUR « LE MONDE »

La fraude au bac progresse et devient plus high-tech

ÉDUCATION 703 059 candidats sont inscrits pour la session 2012 du bac, soit 7 % de plus qu'en 2011. En 2011, 400 cas de fraudes ont été suspectés, dont 250 ont fait l'objet d'une sanction. **Page 12**

Arnaud Montebourg veut des centres d'appels français

TÉLÉPHONIE Le ministre du redressement productif veut inciter les dirigeants des opérateurs téléphoniques à rapatrier leurs centres d'appels. Un projet jugé irréaliste, y compris par certains syndicalistes. **Page 13**

UMP-FN, le poison des « valeurs communes »

Cela fait bientôt trente ans que la droite française est confrontée à la concurrence du Front national et aux poisons que le parti d'extrême droite a inoculés dans la société et la vie politique du pays. Bientôt trente ans que les responsables du RPR, de l'UDF et maintenant de l'UMP se balancent d'un pied sur l'autre devant la menace que fait peser sur eux le mouvement lepéniste : partagés entre la tentation de passer des alliances avec lui pour l'emporter sur la gauche et la crainte d'y perdre leur unité, leur identité, voire leur âme.

Cette hésitation a resurgi périodiquement, depuis l'élection municipale de Dreux, en 1983 : accords lors des élections régionales de 1986 ; main tendue lors de la présidentielle de 1988, lorsque Charles Pasqua, alors ministre de l'intérieur, assure que « *le FN se réclame des mêmes valeurs que la majorité* » ; propos dévastateurs de M. Giscard d'Estaing sur l'immigration, assimilée à « *une forme d'invasion* » ; accords dans plusieurs régions en 1998, en dépit du cordon sanitaire établi tant bien que mal par les responsables du RPR.

Durant toutes ces années, cependant, le Front national restait globalement infréquentable, du fait des saillies antisémites de Jean-Marie Le Pen et de ses nostalgies plus que douteuses. Son remplacement par sa fille, le travail de « *dédiabolisation* » engagé par celle-ci et ses succès électoraux, amorcés lors des élections cantonales de 2011 et confirmés de façon éclatante au premier tour de la présidentielle, ont replacé la droite sous une pression redoutable.

D'autant plus redoutable que l'ostracisme à l'égard du FN paraît de moins en moins compréhensible à un nombre croissant d'élus locaux ou d'électeurs de droite. Et pour cause. Le quinquennat de Nicolas Sarkozy et, plus encore, sa campagne de 2012 ont marqué un indéniable glissement vers les thèmes, la rhétorique et les obsessions du parti d'extrême droite, qu'il s'agisse de l'identité nationale, de la lutte contre l'immigration, de la protection des frontières ou de la croisade contre l'« *assistanat* ».

L'attitude adoptée aujourd'hui par les responsables de l'UMP, à commencer par son secrétaire général, Jean-François Copé, constitue une ultime digue pour éviter la porosité généralisée avec l'extrême droite : ni soutien au FN ni « front républicain » avec des candidats de gauche contre le FN.

Hélas, la fragilité de cette position est évidente. Non seulement des entorses ont été constatées, ici ou là, et mollement condamnées par l'état-major de l'UMP, à la plus grande satisfaction de Mme Le Pen. Mais surtout, en dépit des mises en garde d'un Alain Juppé ou d'un Bruno Le Maire, s'exprime, chaque jour davantage dans les rangs de la droite, le sentiment que celle-ci partage des « *valeurs communes* » avec le FN. Même François Fillon justifie désormais les propos de cette nature.

Cela ne constitue pas encore une « *alliance stratégique* », comme l'a dénoncé le premier ministre, Jean-Marc Ayrault. Mais une indéniable victoire idéologique de l'extrême droite, plus qu'inquiétante pour l'avenir. ■

Lire pages 8 et 9

Editorial

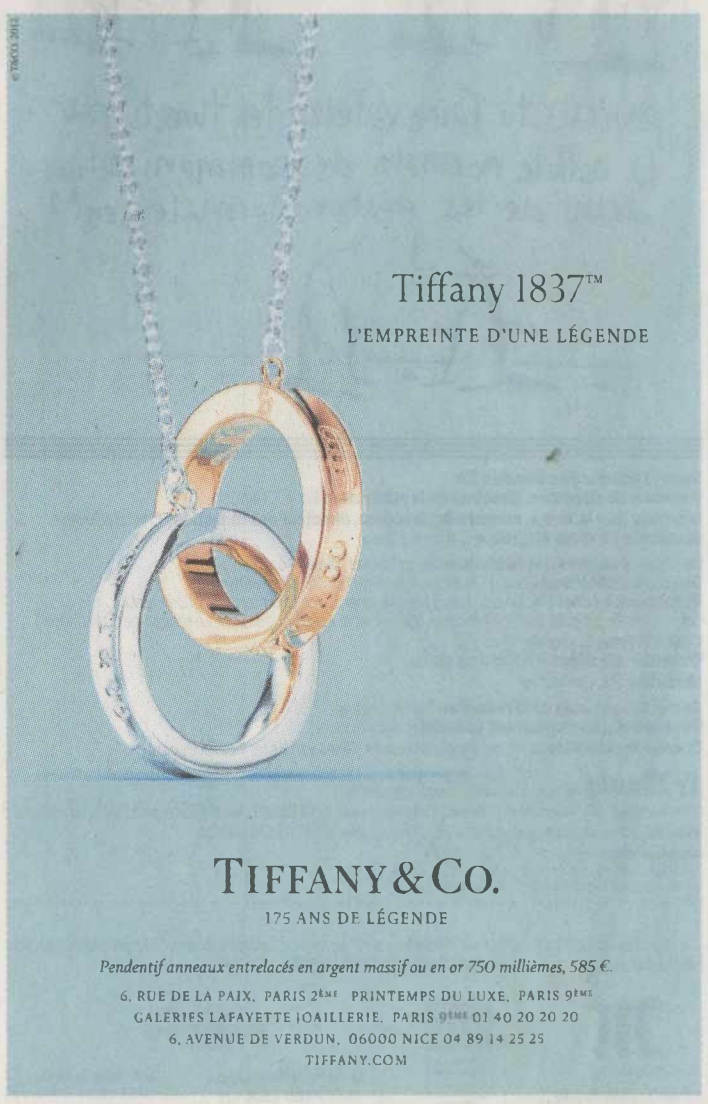
Le Monde des livres

▶ **Jeanette Winterson** La Britannique (photo) et son passé dévasté : « Pourquoi être heureux quand on peut être normal ? »
▶ **Deuil filial** Louis Wolfson et Mathieu Simonet parlent de mères
▶ **Mythes** La guerre d'Espagne de Sygmunt Stein
Supplément

Lance Armstrong en accusation aux Etats-Unis

L'Agence américaine antidopage a engagé mercredi 13 juin une procédure contre Lance Armstrong, qu'elle accuse de s'être dopé dès 1996 et jusqu'à 2011, et d'avoir poussé d'autres coureurs au dopage, ce qui pourrait lui faire perdre ses sept victoires dans le Tour de France. ■ Page 25

Le regard de Plantu



SAUVER DES VIES
JOUR J

Algérie 150 DA. Allemagne 2,20 €. Antilles-Guyane 2,00 €. Autriche 2,40 €. Belgique 1,50 €. Cameroun 1 600 F CFA. Canada 4,25 $. Côte d'Ivoire 1 600 F CFA. Croatie 18,50 Kn. Danemark 28 KRD. Espagne 2,00 €. Finlande 2,80 €. Gabon 1 600 F CFA. Grande-Bretagne 1,50 £. Grèce 2,20 €. Hongrie 750 HUF. Irlande 2,00 €. Italie 2,20 €. Luxembourg 1,50 €. Malte 2,50 €. Maroc 12 DH. Norvège 28 KRN. Pays-Bas 2,20 €. Portugal cont. 2,00 €. Réunion 2,00 €. Sénégal 1 600 F CFA. Slovénie 2,20 €. Suède 35 KRS. Suisse 3,20 CHF. TOM Avion 380 XPF. Tunisie 2,00 DT. Turquie 6,50 TL. USA 3,95 $. Afrique CFA autres 1 600 F CFA.

UK price £1,50
M 00147 - 615 - F: 1,50 €

Le Monde
Vendredi 15 juin 2012

Pablo Escobar fait un tabac à la télévision colombienne

Tous les soirs de la semaine, le plus grand trafiquant de cocaïne de tous les temps bat des records d'audience à la télévision colombienne. Le feuilleton a pour titre : « Pablo Escobar, patron du mal ». La chaîne Caracol qui le produit et le diffuse se défend d'avoir converti le criminel en héros. *« Qui ignore son passé est condamné à le revivre »*, prend soin de rappeler le générique. Mais le débat est vif : la télévision peut-elle raconter le mal sans le banaliser ?

« Il fallait raconter cette histoire récente douloureuse aux nouvelles générations », explique Camilo Cano, un des créateurs du programme. Il avait 20 ans quand son père, Guillermo Cano, directeur du quotidien *El Espectador*, a été assassiné par un sicaire au service de Pablo Escobar.

Ce n'est pas la première fois que la télévision colombienne met en scène la mafia, ses luxes et ses tueurs. La recette garantit d'ailleurs le succès. Mais la série sur Pablo Escobar se défend d'être un « narco-feuilleton » de plus : *« Nous avons pris parti pour les victimes »*, explique Camilo Cano.

Plus de 5 000 victimes

Soixante chapitres sont prévus pour retracer la vie de Pablo Escobar qui commença sa carrière dans le vol de voitures avant de construire un empire et de finir, en 1993, sous les balles de la police. Le « Cartel de Medellin » – du nom de sa ville natale – a contrôlé un temps toute la chaîne du trafic de cocaïne, des champs de coca de Bolivie à la vente au détail dans les rues des villes américaines. Avant d'être forcé à la clandestinité, Pablo Escobar se fit élire au Congrès. Poursuivi par la police, il proposa de payer la dette extérieure du pays. Et pour éviter l'extradition vers les Etats-Unis, il eut recours aux attentats à grande échelle. Le chiffre de ses victimes est évalué à plus de 5 000.

La production de la série a pu compter sur de gros moyens et la ressemblance de l'acteur Andrés Parra avec Pablo Escobar est saisissante.

« Mais l'histoire est centrée sur Pablo Escobar et, pour le moment, le "parti pris des victimes" n'apparaît pas », considère le cinéaste Lisandro Duque. *« Les personnages de Rodrigo Lara et de Luis Carlos Galan ne sont pas convaincants. »* Le premier était ministre de la justice, le deuxième candidat à la présidence de la république – et espoir d'une génération –, quand ils ont été assassinés sur ordre de Pablo Escobar.

« Si tu fais quelque chose de mal, fais-le bien », dit la mère de Pablo à son fils dans le premier chapitre. Une leçon qui fait frémir dans un pays où la violence, la corruption et l'illégalité continuent de faire des ravages. *« Depuis que le feuilleton a commencé, tous les gamins de ma rue jouent à Pablo Escobar »*, se désole Aneta, femme de ménage.

Mais l'historien Nicolas Pernett dénonce *« le simplisme d'une vision qui réduit le mal à un individu en oubliant de s'interroger sur les conditions sociales et idéologiques qui ont rendu possible Pablo Escobar et tant d'autres »*. Le chroniqueur Antonio Caballero apporte dans l'hebdomadaire *Semana* une réponse : *« La véritable patronne du mal, c'est la drogue. »* Avec ou sans feuilleton, elle continue à susciter des vocations. ■

MARIE DELCAS
(BOGOTA, CORRESPONDANTE)

Les indégivrables Xavier Gorce

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », membre du directoire, directeur des rédactions Erik Izraelewicz
Secrétaire générale du groupe Catherine Sueur

Directeurs adjoints des rédactions Serge Michel, Didier Pourquery
Directeurs éditoriaux Gérard Courtois, Alain Frachon, Sylvie Kauffmann
Rédacteurs en chef Eric Béziat, Sandrine Blanchard, Luc Bronner, Alexis Delcambre, Jean-Baptiste Jacquin, Jérôme Fenoglio, Marie-Pierre Lannelongue (« M Le magazine du Monde »)
Chef d'édition Françoise Tovo
Directeur artistique Aris Papathéodorou
Médiateur Pascal Galinier

Secrétaire générale de la rédaction Christine Laget
Directeur du développement éditorial Franck Nouchi
Conseil de surveillance Pierre Bergé, président. Gilles van Kote, vice-président

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA
Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 94.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).
Rédaction 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13 Tél. : 01-57-28-20-00
Abonnements par téléphone : de France 32-89 (0,34 € TTC/min) ; de l'étranger : (33) 1-76-26-32-89 ou par Internet : www.lemonde.fr/abojournal

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0712 C 81975 ISSN 0395-2037

publicité
Président : Louis Dreyfus
Directrice générale : Corinne Mrejen

OJD PRESSE PAYANTE 2011 PRINTED IN FRANCE

80, bd Auguste-Blanqui, 75707 PARIS CEDEX 13
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gunsbourg, 94852 Ivry cedex

LA CRISE DE L'EURO

Les plaies de la Grèce (4/6) En révélant que la « Fleur du Levant » comptait neuf fois plus de malvoyants que la normale, le maire de Zante a mis en lumière un système institutionnalisé de corruption, illustrant l'ampleur du clientélisme

L'île de Zante, le royaume des aveugles introuvables

L'ophtalmologue de l'hôpital aurait monnayé de faux certificats entre 500 et 2 000 euros. J. ANGELOS

Ile de Zante (Grèce)
Envoyé spécial

Mais pourquoi voulez-vous parler de cela ? Ecrivez plutôt sur le tourisme ! » Soit. Le refrain est connu, mais l'île de Zante, 40 000 habitants, 500 000 visiteurs l'été, le mérite : les eaux de la mer Ionienne y sont tantôt turquoise, tantôt d'un bleu impénétrable, bordées de plages de sable fin et de rochers majestueux ; dans les villages fleuris des montagnes, le temps s'écoule au rythme des conversations des hommes sirotant des cafés glacés. Restaurants de poisson sur le front de mer, campaniles étirant leur ombre sur les maisons de pierre, clubs Insomnia ou Bad Boy ouverts toute la nuit pour le bonheur des touristes anglais et russes...

Qui savait ? Où sont les aveugles ? A Zakynthos, les commerçants exhortent le curieux à s'intéresser plutôt aux mœurs des tortues

Voilà pour la carte postale. Cet hiver, la « Fleur du Levant », comme l'avaient surnommé les Vénitiens, maîtres de l'île pendant plusieurs siècles, a gagné un nouveau surnom, tout aussi exotique : *« l'île des aveugles »*. Le 19 mars, Stelios Bozikis, le maire de Zakynthos (Zante, en grec), a convoqué les chaînes de télévision pour confirmer que l'île faisait l'objet d'une enquête des inspecteurs du ministère de la santé. En cause, le nombre anormalement élevé d'aveugles et de malvoyants : 682 personnes recevaient jusqu'à 325 euros d'allocation mensuelle. Soit, selon l'Organisation mondiale de la santé, neuf fois plus que la moyenne observée dans les pays développés.

« J'ai découvert cette anomalie début 2011, quand la responsabilité de délivrer les allocations est passée de la préfecture à la mairie, explique M. Bozikis. *J'ai écrit à Athènes, mais l'administration centrale a traîné des pieds. J'ai craint qu'on ne veuille enterrer l'affaire alors je l'ai rendue publique. »*

Qui savait ? Où sont les aveugles ? A Zakynthos, les restaurateurs haussent les épaules, les commerçants exhortent le curieux à s'intéresser plutôt aux mœurs des tortues, qui font la réputation de l'île, les vieux qui égrènent leur chapelet sur le port s'indignent que l'on ait envoyé tout ce petit monde – « vrais » et « faux » aveugles – repasser des examens sur le continent... L'île des aveugles semble devenue muette et les principaux intéressés demeurent invisibles. *« Les gens d'ici ont mal vécu d'être montrés du doigt par toute la Grèce*, explique Spiros Betsis, un journaliste de la télévision locale. *On s'est sentis collectivement condamnés. »*

Les examens de contrôle ordonnés par le ministère de la santé livreront leur verdict à la fin du mois de juin, mais seuls une cinquantaine d'aveugles et de malvoyants devraient retrouver leur allocation. Les autres devront rembourser et risquent des peines de prison. Au fil de l'enquête judiciaire et des témoignages se dessine un système bien rodé en place sans doute depuis 1998. Il fallait au requérant deux tampons pour obtenir le versement d'une allocation : celui du seul ophtalmologue de l'île, qui exerçait à l'hôpital public, et celui du préfet – une fonction administrative mais dont le détenteur est élu. Le premier, selon les témoignages, aurait monnayé sa signature entre 500 et 2 000 euros ; le second l'aurait échangée contre les voix des allocataires et de leur famille. Un condensé des maux de la Grèce, où la corruption le dispute au clientélisme.

Les rapports des organismes grecs et internationaux placent l'hôpital public en tête des institutions les plus corrompues. Selon Transparency International, on y compte pour près de 42 % des pots-de-vin recensés, devant le fisc (16 %). Les sommes versées iraient de 30 euros pour raccourcir la file d'attente à 30 000 euros pour certains actes chirurgicaux. Athènes ne s'est attaquée au problème que récemment, et des cas comme celui de Zante font régulièrement les délices des médias grecs : il y a les amputés de l'île de Céphalonie, les handicapés de Thessalonique, les asthmatiques de la région de Viota... Des médecins ont été épinglés, comme ces gynécologues qui diagnostiquaient asthme et dépression.

A Zante, l'ophtalmologue tergiverse avant d'accepter un entretien téléphonique. Nikos Varzelis dénonce un *« complot politique »* mené par le maire et assure avoir voulu *« aider les pauvres, sans recevoir d'argent »*. Dyonisis Gasparos, le préfet, refuse de s'exprimer. Dans un journal local, cet urologue, candidat de la droite aux élections législatives du 17 juin, avait expliqué qu'il *« signait simplement les certifications envoyées par l'expert »*.

C'est finalement dans le village natal de M. Gasparos qu'il faut se rendre pour enfin voir les langues se délier. A la pointe sud de l'île, le village de Keri. Ici, dans le fief du préfet, on compte 48 « aveugles » pour 630 habitants. Dont le plus médiatique des fraudeurs : un chauffeur de taxi, à qui un chasseur d'oiseaux dispute la vedette.

Comment les reconnaître ? Pas l'ombre d'une canne blanche à l'horizon... En contrebas du bourg, sur la plage, le patron du Rock Café veut parler. *« Parce que je travaille du matin au soir et que je veux que mes enfants grandissent dans un pays normal »*, dit Hristos Vatos. *« Ce ne sont pas seulement des pauvres qui ont touché l'allocation, il y avait aussi des cafetiers, des agriculteurs prospères ou cet hôtelier qui recevait une pension pour son cœur pendant que sa femme touchait celle pour cécité. »*

M. Vatos assure qu'il est aisé de rencontrer certains des fraudeurs. Il saisit son téléphone, dit quelques mots avant d'éloigner le combiné d'où s'échappent des vociférations de plus en plus sonores. *« Ce n'était pas une bonne idée »*, résume-t-il. Comment ont-ils réagi au scandale, ces faux aveugles que l'on ne peut pas voir ? *« Certains ont eu honte, mais la plupart non : ils avaient trouvé une bonne combine dans une période où personne n'a d'argent. »* Lui-même, savait-il qui ils étaient ? *« On avait des doutes, rien de plus. »*

« Nous sommes un village, évidemment que tout le monde savait ! », intervient son voisin, Giorgos Kiourkas, loueur de bateaux. *« Ici tromper l'Etat est source de fierté, ça veut dire qu'on est plus malin que lui. »* Pas de noms à donner en revanche – une chose de plus qui ne se fait pas sur l'île.

Le maire partage le diagnostic. *« On m'a accusé de discréditer l'île, mais la majorité des gens commencent à comprendre que la fraude est une chose grave, l'une de celles qui ont ruiné ce pays. »* Ce même mois de mars, M. Bozikis a voulu réformer le système de comptage des mètres carrés dont dispose chaque habitant, et modifier en conséquence les taxes afférentes. Lors de la réunion publique organisée sur le sujet, des habitants l'ont pris à partie en lui jetant des yaourts. ■

BENOÎT VITKINE

Les fonctionnaires grecs menacés d'impayé dès juillet

A QUELQUES jours d'élections législatives décisives pour la Grèce, la tension monte à Athènes. Le quotidien *Kathimerini* a affirmé, mercredi 13 juin, que le pays ne dispose plus que de 2 milliards d'euros dans ses caisses. De quoi assurer le paiement des salaires de la fonction publique et des retraites jusqu'au 20 juillet. L'information aurait filtré après une réunion, mardi soir, entre le ministre des finances intérimaire, Georges Zannias, et le chef de la gauche radicale Syriza, Alexis Tsipras, au coude-à-coude avec la droite Nouvelle Démocratie pour le scrutin.

L'organisme du chômage, en difficulté également, *« doit être subventionné de 260 millions d'euros d'ici à la fin de l'année pour faire face à ses obligations »*, notamment les primes de chômage, a pour sa part indiqué Antonis Roupakiotis, le ministre de l'emploi.

Sur les cinq premiers mois de 2012, les recettes publiques grecques se sont élevées à 18,168 milliards d'euros, 666 millions de moins que prévu, avait indiqué le ministère des finances, mardi, dans un communiqué.

« Besoin d'argent frais »

Dans le même temps, les Grecs, paniqués à l'idée de perdre leurs économies si le pays quittait la zone euro, procèdent à des retraits bancaires en catastrophe. Entre 600 et 900 millions d'euros quitteraient le système bancaire du pays chaque jour, selon le *Wall Street Journal* qui cite un banquier local. Selon lui, ces montants pourraient atteindre 1 à 1,5 milliard d'euros vendredi 15 juin, l'équivalent de deux semaines de retraits en temps normal.

Selon l'hebdomadaire allemand *Die Zeit* à paraître jeudi, la Grèce *« aura besoin cet été d'argent frais »* et un *« troisième plan d'aide pourrait être débattu »*. Il se chiffrerait *« en dizaines de milliards d'euros »*. ■

AUDREY TONNELIER AVEC AFP

Grandes manœuvres pour sauver la zone Euro

Paris, Rome et Berlin tentent de mettre au point une position commune en vue d'une réforme institutionnelle

►►► Suite de la première page

Le contexte est des plus tendus sur les marchés, en prélude au Conseil européen des 28 et 29 juin, à Bruxelles. La zone euro semble à nouveau au bord du précipice, à quelques jours du second scrutin législatifs grec, le 17 juin. L'annonce samedi d'un plan de sauvetage des banques espagnoles n'est pas parvenue à apaiser les marchés.

Bien au contraire. A Paris, on a conscience que la France est le pays le plus vulnérable après l'Italie. Le président et son équipe savent jouer une partie délicate, à une semaine de la rencontre quadrilatérale, de nouveau à Rome le 22 juin, avec Angela Merkel, Mariano Rajoy et Mario Monti.

Le « plan de croissance pour l'Europe » s'articule autour d'un triptyque : croissance, stabilité financière, et renforcement de l'union monétaire. Pour stabiliser l'euro, François Hollande plaide pour centraliser davantage la supervision des banques. Un point de convergence avec Angela Merkel, qui s'est convertie ces derniers jours à cette perspective. Il faut *« mettre des pare-feu entre les banques et les Etats »*, avance-t-on auprès de la présidence. Pour l'Elysée, c'est à la Banque centrale européenne de devenir l'institution chargée de l'union bancaire, alors qu'à Berlin, comme au sein de la Commission, on cherche avant tout à muscler les pouvoirs de l'Autorité bancaire européenne, compétente pour les Vingt-Sept. Pour l'Elysée, la BCE serait chargée de surveiller les établissements financiers, et de piloter le fonds de garantie européen des dépôts financé par une taxe sur les banques, tout en disposant, avec le Mécanisme européen de stabilité (MES), des outils pour recapitaliser les enseignes en difficulté. Le MES doit en effet, selon Paris, disposer d'une licence bancaire pour bénéficier des moyens de la banque centrale. *« En fait, la BCE doit jouer le rôle de la Fed à l'égard du système bancaire en Europe »*, explique-t-on auprès de l'Elysée. Une ligne rouge pour Angela Merkel. Celle-ci a refusé depuis un an d'adosser les fonds de secours à la BCE, en leur attribuant une licence bancaire. A Berlin, on considère, à la différence de Paris, que les fonds de soutien aux banques doivent rester nationaux, même si l'on accepte de voir le Mécanisme européen de stabilité intervenir en complément, en cas d'urgence, dans la recapitalisation des banques.

L'affrontement n'est pas moins fort en matière de renforcement de l'union monétaire. M. Hollande continue de plaider en faveur des euro-obligations, selon une feuille de route calée sur dix ans. Angela Merkel refuse cette perspective : elle n'est pas prête à ce jour à organiser un référendum afin de modifier en ce sens la constitution allemande. *« On peut faire beaucoup dans le cadre actuel »*, avance Berlin.

Pour l'Allemagne, le juste équilibre doit être trouvé entre partage des risques, et intégration, au nom d'une union politique d'inspiration fédérale. Sans parler de fédéralisme, François Hollande est prêt à dire *« chiche à Merkel »*, selon un conseiller : d'accord pour une intégration politique accrue, mais seulement si nécessaire. François Hollande proposera, dans sa feuille de route, d'aller vers des *« institutions politiques adaptées »*, sans être plus précis à ce stade.

A plus court terme, l'Elysée pousse l'idée, tout comme Mario Monti, d'un fond d'amortissement des dettes anciennes, afin de les gérer en commun. La France reprend ainsi à son compte une idée défendue par les conseillers économiques du gouvernement allemand, que la chancelière semble, en dépit de son refus initial, examiner elle aussi de très près. Pour Berlin, tout progrès en ce sens doit s'accompagne de nouvelles discussions sur le rôle de la commission, ou celui de la cour de justice européenne, quitte, à renforcer encore le pacte budgétaire contesté par François Hollande.

Le chapitre sur la croissance est plus consensuel. Il s'articule autour de quatre priorités : sanctuariser les *project-bonds*, pour financer des infrastructures ; recapitaliser la Banque européenne d'investissement pour financer les projets privés ; mobiliser les fonds structurels européens non utilisés (55 milliards d'euros) ; et taxer les transactions financières. Dans le même temps, l'Elysée propose de développer les politique européennes de l'emploi, de réfléchir à l'orientation de la politique de concurrence, des politiques fiscales ou commerciales pour promouvoir la production en Europe. En guise de clin d'œil à Angela Merkel, le plan de croissance de François Hollande met aussi l'accent sur la compétitivité du modèle social européen. *« C'est une façon de parler de réformes structurelles sans utiliser l'expression »*, décrypte un connaisseur.

> A Paris, on a conscience que la France est le pays le plus vulnérable après l'Italie

Ces grandes manœuvres interviennent parallèlement aux négociations que mène la chancelière allemande avec les dirigeants de l'opposition. M^me^ Merkel a besoin d'une majorité des deux tiers et donc des voix de l'opposition tant au Bundestag qu'au Bundesrat pour faire adopter le pacte budgétaire signé en mars par 25 pays.

Majorité et opposition se sont mises d'accord sur l'introduction d'une taxe sur les transactions financières. En revanche, deux points de blocage restent importants : les mesures en faveur de la croissance en Europe et les conséquences pour les Etats-régions du pacte budgétaire. Celui-ci est en effet plus contraignant que le mécanisme de « frein à la dette » adopté en 2009 par l'Allemagne.

Une troisième rencontre est prévue le 21 juin entre la chancelière et les dirigeants de l'opposition. La majorité aimerait voir le pacte fiscal et le Mécanisme européen de stabilité adoptés dès le 28 juin, pour qu'Angela Merkel puisse se prévaloir de ce succès lors du conseil européen. En revanche, les Verts sont tentés d'attendre le 1^er^ juillet et les résultats du sommet pour donner leur aval. Le SPD, quant à lui, n'exclut rien. ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE (À BERLIN), DAVID REVAULT D'ALLONNES ET PHILIPPE RICARD (À BERLIN)

La chancelière allemande Angela Merkel et François Hollande, à Berlin, le 15 mai. STEFFI LOOS/AP

Berlin critique la réforme des retraites française

Le ministre des finances allemand, Wolfgang Schäuble, a critiqué, dans la *Stampa* du mercredi 13 juin, la réforme des retraites entreprise pas François Hollande avant les élections législatives. *« En Europe, nous avons décidé d'adapter nos systèmes de protection sociale à l'évolution démographique. Mais la décision du président Hollande d'abaisser l'âge de la retraite ne correspond pas à cette décision »*, a-t-il affirmé. Le gouvernement a réintroduit le droit à la retraite à 60 ans pour les personnes ayant commencé à travailler jeune. Déjà, le 4 juin, lors de sa visite à Berlin, Laurent Fabius, le ministre des affaires étrangères, avait dû essuyer les critiques de son homologue, Guido Westerwelle.

M. Ayrault : « Il faut mettre en œuvre » l'union bancaire

Entretien

Le premier ministre Jean-Marc Ayrault était l'invité, le 13 juin, de « Questions d'info » sur La Chaîne parlementaire en partenariat avec France Info, *Le Monde* et l'AFP.

Comment jugez-vous la situation dans la zone euro ?

S'agissant de l'Espagne, les Européens ont pris la bonne décision : ils ont agi très rapidement, très clairement et massivement. Le problème, c'est que la situation de l'Italie n'est pas bonne, qu'il y a toujours des inquiétudes en Grèce, à Chypre. Les Européens doivent le comprendre. On ne sortira de la crise que si les marchés financiers entendent un message clair : que veulent les Européens ? Où vont-ils ? Comment y vont-ils ?

Angela Merkel semble en passe de conclure un accord avec le SPD sur le traité budgétaire et le Mécanisme européen de stabilité. Cela ne risque-t-il pas de se faire sur le dos de la France ?

Absolument pas. Mes amis sociaux-démocrates veulent, comme nous, la maîtrise de la dette, mais ils demandent aussi, comme nous, des contreparties. L'Europe ne peut pas s'en sortir uniquement par des plans d'austérité.

Pensez-vous possible de voir rapidement émerger une taxe sur les transactions financières à l'échelle de l'Europe ?

Le SPD en défend l'idée comme nous. Nous nous employons à convaincre les autres responsables européens. J'ai bon espoir que M^me^ Merkel bouge sur ce point.

Et sur la croissance ?

Nos points de vue se rapprochent. Et nous allons nous battre pour qu'au sommet du 28 et 29 juin, le président de la République puisse obtenir que les choses bougent fortement. La France n'est pas isolée car ce sera aussi l'objet de la réunion à quatre avec les Italiens, les Espagnols et les Allemands, le 22 juin à Rome.

La France n'est-elle pas tentée de construire un axe Paris, Rome, Madrid, contre Berlin ?

Non. Ce serait une erreur.

Approuvez-vous l'idée d'union bancaire ?

Il faut la mettre en œuvre, cela va dans le sens d'une réduction de la dépendance aux marchés. C'est une bonne réponse à la crise.

Faut-il s'attendre à un tour de vis budgétaire et fiscal plus important que prévu en France ?

Il faut dire la vérité aux Français. La situation est difficile. Nous avons hérité de 600 milliards d'euros de dettes supplémentaires pendant le quinquennat précédent et il faut prendre en considération la dégradation de la situation dans la zone euro. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR FRÉDÉRIC HAZIZA, FRANÇOISE FRESSOZ, MARIE-EVE MALOUINES ET SYLVIE MALIGORNE

Le Monde
Vendredi 15 juin 2012

LA CRISE DE L'EURO

Les pays émergents regardent l'Europe, entre agacement et inquiétude

La croissance mondiale pourrait pâtir d'une aggravation de la crise sur le Vieux Continent

L'ancien président russe, Dmitri Medvedev, le premier ministre indien Manmohan Singh et le président chinois Hu Jintao lors du 4e sommet des BRIICS, en mars à New Delhi. SAURABH DAS/AP

La perspective d'une nouvelle dégradation de la conjoncture européenne suscite l'inquiétude dans le monde, chez les principaux pays émergents, qui craignent un nouveau ralentissement de la croissance mondiale.

Le Brésil commence à s'essouffler

La présidente Dilma Rousseff a beau déclarer que le Brésil est *« prêt à 300 % »* à résister aux effets de la crise européenne, les principaux économistes du pays se montrent moins optimistes. A commencer par le ministre des finances, Guido Mantega, qui a répété ces dernières semaines que son pays s'inquiétait de l'aggravation de la situation dans la zone euro. Une manière de rappeler que le Brésil, comme les autres économies émergentes, commençait lui aussi à s'essouffler et souffrir de la récession en Europe avec laquelle le géant sud-américain était devenu le neuvième partenaire commercial en 2011.

Encore le 1er juin, Brasilia a annoncé un ralentissement de sa croissance plus important que prévu, avec un maigre 0,2 % au premier trimestre par rapport au dernier trimestre 2011. La croissance de la sixième économie mondiale marque ainsi le pas pour le troisième trimestre consécutif. Les principaux indicateurs économiques ont ramené leurs prévisions de croissance du PIB pour 2012 entre 2,5 % et 3 %.

Pour l'heure, le gouvernement persiste dans sa stratégie de réduire les impôts de stimulation de la consommation. Des mesures qui ne suffiront pas, selon des experts, à relancer durablement la croissance et une industrie qui souffre d'un manque de productivité.

« La croissance de notre économie faiblit en raison de l'atmosphère du moment, mais non pas parce que nous sommes en crise », a récemment affirmé un économiste du gouvernement, rappelant les mesures de soutien à l'économie et les efforts mis en place pour attirer les investisseurs internationaux. Hasard du calendrier ? Au premier trimestre, le Brésil est devenu le premier pays en termes d'investissements chinois.

La Chine ne souhaite pas s'en mêler

Pékin s'inquiète des déboires de son premier partenaire commercial. Ils pèsent sur ses exportations, qui ne devraient progresser que de 10 % cette année, contre 22,5 % en 2011. *« Nous devons admettre que la zone euro est confrontée à de graves défis »*, a déclaré, lundi 11 juin, le vice-ministre des finances, Zhu Guangyao.

Pour la frange de l'opinion qui s'intéresse à ces sujets, les maux de l'Europe se résument à trop de dépenses sociales – des acquis dont les ouvriers chinois sont loin de disposer – et pas assez de travail. *« Au fond, l'Europe est confrontée à un problème d'intégration systémique et de survie. Surmonter la crise dépend de la résolution des pays surendettés à de douloureuses réformes »*, écrivait lundi le *Quotidien du peuple*.

Plus le temps passe et moins la Chine souhaite être mêlée à ces risques. Le peuple chinois a du mal à comprendre qu'on lui demande d'engager dans les dettes européennes une partie des 3 300 milliards de dollars (2 600 milliards d'euros) de réserves de change du pays, un pactole accumulé grâce des exportations reposant sur des salaires faibles et un modèle social encore déficient.

C'est pourquoi le patron du fonds souverain chinois, Lou Jiwei, jugeait dans un entretien au *Wall Street Journal* qu'il est trop tôt pour lancer des obligations européennes en l'absence de la *« discipline fiscale nécessaire »*. Toutefois, la Chine a fait savoir qu'elle ne *« sera pas absente »* s'il s'agit d'apporter un soutien financier à l'Europe par la voie du Fonds monétaire international (FMI).

L'Inde s'inquiète pour ses exportations

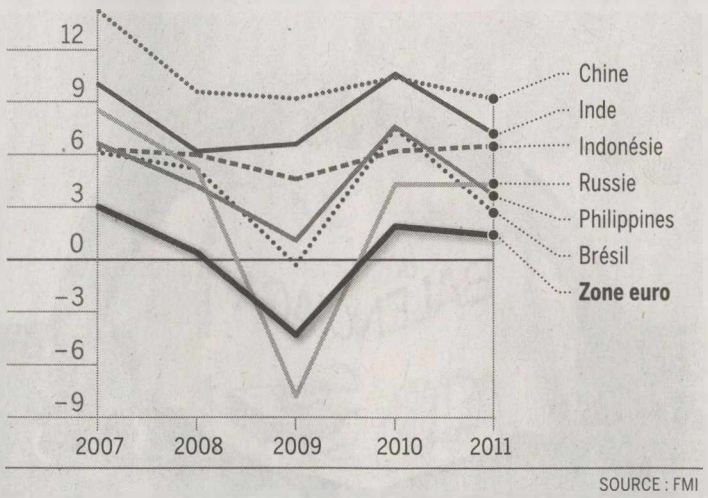
« La rupture de la zone euro nous heurterait de plein fouet », a prévenu Kaushik Basu, le conseiller économique du premier ministre indien. Même si l'Inde affirme s'être préparée à la sortie de la Grèce de la zone euro, les conséquences sur son économie, déjà mal en point, pourraient être douloureuses. L'Union européenne (UE) est le premier partenaire commercial de l'Inde : 20,2 % des exportations indiennes de marchandises lui sont destinés et une contraction de l'activité sur le Vieux Continent creuserait encore davantage le déficit commercial.

« Pour l'instant les entreprises indiennes profitent du ralentissement économique dans la zone euro pour racheter des machines et des outils de production à moindre coût tout en réorientant leurs exportations dans d'autres continents comme l'Asie du Sud-Est, l'Afrique et l'Amérique latine », relativise toutefois Ambika Sharma, secrétaire générale de l'organisation patronale FICCI, chargée des relations internationales.

L'aggravation du déficit commercial, combiné au retrait des capitaux étrangers du pays, en cas de crise de l'euro, risque d'accélérer la chute de la roupie, qui a déjà perdu 27 % de sa valeur par rapport au dollar au cours des neuf derniers mois. Si cette chute se poursuit, l'inflation, qui se situe déjà entre 7 % et 10 %, pourrait s'accentuer et le secteur industriel pourrait être touché de plein fouet. Or, contrairement à la crise de 2008, l'Etat indien n'a plus les moyens de relancer l'économie par les dépenses publiques.

Le pays a enregistré une croissance de 5,3 % au premier trimestre, la plus faible depuis neuf ans, et son déficit budgétaire s'est creusé à 5,9 %. Lundi 11 juin, l'agence de notation Standard & Poor's a même prévenu que l'Inde pourrait être le premier pays des BRIICS à voir sa note sur les perspectives de la dette dégradée.

ÉVOLUTION DE LA CROISSANCE DU PIB DE 2007 À 2011
en %



SOURCE : FMI

Les « dragons » d'Asie du Sud-Est s'agacent

L'impact de la crise financière en Europe est ressenti de manière négative par les économies des pays de l'Asie du Sud-Est même si les effets sont loin d'être aussi violents qu'en 2008 : à l'époque, la faillite de la banque américaine Lehman Brothers et ses conséquences avait provoqué, au début de la tourmente planétaire, une forte chute de la croissance.

L'impact se traduit par une baisse des exportations vers l'Europe des pays de la région. La Thaïlande a vu ses ventes à l'exportation chuter de 13 % en trois mois. Pour ce petit « dragon » régional, l'une des économies les plus dynamiques de la zone, le fait que les investisseurs étrangers, qui représentent la moitié des investisseurs non institutionnels sur le marché boursier, commencent à rapatrier des fonds vers l'Europe a également des effets non négligeables.

Parmi les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), la Malaisie et Singapour ne sont pas non plus épargnés. Le Vietnam, concurrent de la Chine sur la gamme de produits à plus faible valeur ajoutée, résiste mieux. L'Indonésie, dont les ressources en charbon, en gaz et en pétrole représentent 50 % des revenus, a aussi profité jusqu'à présent des prix élevés des matières premières.

Sur le plan financier, la crise en Europe a des conséquences moins dommageables que par le passé car beaucoup de pays disposent désormais de réserves de change confortables. La plupart des pays ont des balances de paiements positives et ce « matelas » leur permet pour l'instant de résister. Il est vrai que les pays de la région ont été échaudés par la crise asiatique de 1997 et ont transformé depuis leurs politiques économiques.

Comme le remarque un observateur à Singapour, même si la crise de l'euro ne provoque pas encore d'inquiétudes, *« les pays de la zone sont de mauvaise humeur car ils ont le sentiment que la désorganisation du système européen leur crée des problèmes dont ils se seraient bien passés. Les Bourses, les marchés obligataires et les monnaies sont les premiers touchés »*. Résultat, les pays sont obligés d'intervenir sur le marché des changes pour défendre leur monnaie, comme l'a fait récemment l'Indonésie.

La Russie se dit prête à aider l'UE

Le 5 juin à Saint-Pétersbourg, lors d'un sommet UE-Russie, le président Vladimir Poutine a déclaré que son pays était prêt à aider les Européens, sans entrer dans les détails. Déjà, en octobre 2011, la Russie se disait disponible pour fournir en urgence 10 milliards de dollars à l'Union, par le biais du FMI.

La Russie a connu un effondrement de sa monnaie en août 1998, ses épargnants perdant en quelques heures leurs économies. Ces temps sont révolus. La Russie ne traîne plus le boulet d'une dette extérieure astronomique, comme dans les années 1990. Elle a affiché un surplus budgétaire de 0,8 % en 2011. Au 1er avril, ses réserves en devises et en or s'élevaient à 500 milliards de dollars.

La Russie, se félicitent ses dirigeants, s'est aussi remise des effets de la crise de 2008-2009. Le FMI prévoit une croissance de 4 % en 2012. Pourtant, le Kremlin surveille avec inquiétude la crise de l'UE. Selon le site russiaprofile.org, les touristes russes en sont des victimes collatérales. Les agences de voyages ont augmenté leurs billets de 20 %, en raison des pressions sur le rouble. Depuis la fin avril, à Moscou, le dollar a gagné 13 % de valeur, alors que l'euro en a perdu 7 %.

D'autres indicateurs sont loin d'être au vert. Selon une étude de l'Ecole supérieure d'économie de Moscou, le montant total de la fuite des capitaux s'est élevé à 146 milliards de dollars, entre juillet 2010 et avril 2012. Ancien ministre des finances, Alexeï Koudrine estime que les dépenses de l'Etat ne doivent plus augmenter, alors que Vladimir Poutine, pendant sa campagne électorale, a annoncé des projets grandioses. *« Avec plus de la moitié de ses revenus dépendant du prix du pétrole, le budget russe se trouve à l'équilibre à 80 dollars le baril de brut »*, a rappelé récemment M. Koudrine.

Cette dépendance explique la nécessité d'accroître les échanges extérieurs. Pour cela, au vu de la crise européenne, la Russie se tourne en priorité vers la Chine. M. Poutine a annoncé qu'il souhaitait voir les échanges commerciaux entre les deux puissances passer de 83 milliards de dollars à 200 miliards d'ici à 2020. ■

NICOLAS BOURCIER, HAROLD THIBAULT, JULIEN BOUISSOU, BRUNO PHILIP ET PIOTR SMOLAR

Aux Etats-Unis, démocrates et républicains font du Vieux Continent un repoussoir

ET SI LA RÉÉLECTION de Barack Obama se jouait aussi en Grèce, en Espagne, en France, en Allemagne, et non pas seulement dans les Etats en balance (*swing states*) comme le Colorado ou la Floride ? Alors que la situation de l'économie, et en particulier l'emploi, constitue la première préoccupation des électeurs américains pour la présidentielle du 6 novembre, le risque d'une nouvelle récession venue d'Europe menace le président démocrate sortant. Un photomontage publié dans le magazine *Time* résume la situation : il représente une énorme pièce d'un euro roulant sur sa tranche, menaçant d'écraser un minuscule Obama qui tente de s'enfuir.

Le scénario est d'autant plus crédible que les signaux d'alarme en provenance de l'Union européenne (UE) retentissent outre-Atlantique au moment où l'embellie espérée s'éloigne et le chômage remonte à 8,2 %. Or l'interdépendance des deux zones économiques est patente : l'UE absorbe 22 % des exportations américaines.

L'Europe est entrée de plain-pied dans la campagne présidentielle américaine à un moment crucial, où les sondages donnent Barack Obama et son rival républicain, Mitt Romney, au coude à coude. Une fois encore, le Vieux Continent est utilisé comme repoussoir dans la vie politique américaine. Récemment encore, M. Romney qualifiait M. Obama d'*« Européen »*, pour stigmatiser sa propension à faire intervenir l'Etat fédéral dans l'économie et la vie sociale, l'affublant en outre d'un qualificatif terriblement péjoratif aux yeux de la plupart des Américains : *« socialiste »*. Mais depuis quelque jours, c'est le camp démocrate qui montre du doigt l'Europe à la fois comme une cause des contre-performances de l'économie américaine, comme un exemple à ne pas suivre et comme la situation qui menace les Américains s'ils élisaient Mitt Romney.

« Europe = Mitt Romney »

« Dans l'immédiat, l'Europe, menacée par une nouvelle récession, est une source d'inquiétude (...). A l'évidence, cela nous concerne car l'Europe est notre principal partenaire commercial », a lancé Barack Obama lors d'une conférence de presse le 8 juin.

Le président américain, qui tente d'amener Angela Merkel à assouplir sa rigidité budgétaire, peut difficilement attaquer de front la politique allemande pour appuyer sa propre campagne électorale. Il laisse ce soin à d'autres. Le camp démocrate tente de convaincre les électeurs que la politique d'austérité prônée par le républicain Romney mènerait, comme en Europe, à la récession, au chômage et à l'instabilité.

« Pourquoi les choses ne redémarrent-elles pas à présent ? Parce que l'Europe va mal et que les républicains ont adopté la politique économique de l'Europe », a ainsi lancé l'ancien président démocrate Bill Clinton, présent aux côtés de M. Obama le 4 juin à New York lors d'une réunion avec des bailleurs de fonds de la campagne démocrate. Et M. Clinton d'enfoncer le clou : *« Auriez-vous imaginé que les républicains, après s'en être pris pendant des décennies à la Vieille Europe, en viendraient aujourd'hui à prôner à tout prix les politiques économiques de la zone euro : austérité et chômage ? »*

Autrement dit : Mitt Romney, qui promet de tailler dans les dépenses publiques, et les républicains, qui empêchent l'adoption d'un plan de relance voulu par le président, suivent le mauvais exemple de l'austérité européenne, qui a précipité la catastrophe en Grèce et en Espagne et amené la récession en Grande-Bretagne.

Cette rhétorique nouvelle a l'inconvénient de souligner la dépendance de M. Obama à l'égard des décisions budgétaires européennes, du sort de l'euro et, singulièrement, des choix de Mme Merkel.

Quant aux républicains, ils ont beau jeu de retourner le compliment en taxant d'*« européenne »* la politique à leurs yeux dispendieuse du président sortant. Les Européens *« ont attendu trop longtemps pour traiter leur problème de dette et de dépenses »*, a estimé John Boehner, le président (républicain) de la Chambre des représentants. C'est la politique budgétaire et fiscale de M. Obama qui *« conduira l'Amérique sur les traces de l'Europe »*, a appuyé M. Romney lors d'un meeting. Le candidat républicain met en avant son expérience d'homme d'affaires et promet de *« réparer l'économie »*.

Mais son parti n'a aucune intention de faciliter la tâche de M. Obama en adoptant le plan de relance économique (à l'européenne ?) que le président tente en vain, depuis des mois, de faire adopter. ■

PHILIPPE BERNARD

Ni austérité ni croissance : l'Europe n'a d'autre espoir que la solidarité

James K. Galbraith

Professeur à la Lyndon B. Johnson School of Public Affairs à l'Université du Texas

L'austérité a fait son temps. La récession à double creux qui sévit au Royaume-Uni et les 11 % de chômage européen nous montrent à quoi elle mène. Les manifestants grecs et espagnols témoignent des souffrances qu'elle suscite. La vie politique française atteste que les électeurs n'en veulent pas. Lors d'une récente conférence à Berlin, les hauts fonctionnaires de la Banque centrale européenne (BCE) n'ont trouvé à citer d'autre exemple que la Lettonie à l'appui de leur politique d'austérité. C'était lamentable.

Il est désormais de bon ton de proposer une alternative : la croissance. Augmentation des bénéfices, revalorisation des salaires, création d'emplois. Tout cela est bien beau. Le problème, c'est que la croissance est un objectif, pas une politique. N'importe quel lobbyiste, politicard ou bonimenteur a pourtant une recette à proposer.

Pour les riches Américains, la croissance passe par des allégements fiscaux. En Europe, le patronat demande une réforme du marché du travail, tandis que les banques appellent à la déréglementation. Aujourd'hui, on nous présente tantôt la « relance », tantôt « l'assainissement budgétaire » comme la panacée. Certains préconisent d'abord l'une puis l'autre : à les entendre, les coupes dans les retraites et la santé relèvent d'une « stratégie de croissance ».

En réalité, les manifestants grecs, espagnols et italiens, les électeurs français, les sympathisants américains du mouvement d'opposition à la finance triomphante « Occupy Wall Street » ne réclament pas la croissance. Ils se préoccupent avant tout de protéger les institutions qui leur assurent des conditions de vie décentes : système de santé, éducation, services publics, environnement, droit à une retraite confortable.

Ces citoyens savent où sont leurs intérêts. Ils ont besoin d'écoles, d'universités, de cliniques, d'hôpitaux, de rues propres et sûres, d'un avenir rassurant. Ce sont les bases mêmes de notre quotidien, la quintessence de notre bonheur. Automobiles, ordinateurs, alcool, tabac : voilà le superflu. Les entreprises qui les produisent cherchent à générer des bénéfices, donc de la croissance. Or, à choisir, le peuple préfère la solidarité.

« En Europe, le patronat demande une réforme du marché du travail, tandis que les banques appellent à la déréglementation »

Dans l'histoire de l'Europe, la solidarité et le progrès social sont issus de la guerre. Aux Etats-Unis, ils sont issus de l'esclavage et de la lutte pour les droits civiques. Même lors du New Deal, les Noirs ont d'abord été exclus : les ouvriers agricoles noirs n'étaient pas pris en charge par la Sécurité sociale, les domestiques ne bénéficiaient pas du salaire minimum. A notre époque, les luttes portent principalement sur le statut des immigrés. Il reste bien des barrières à abattre mais les Etats-Unis en viennent à bout.

En Europe, la notion de solidarité à travers les nations peine à s'imposer. Les Allemands n'ont pas signé pour financer les retraites des Espagnols ; ils ont admis comme un principe européen qu'ils n'auraient pas à le faire. Mais, à l'heure où l'Espagne est surendettée, il s'agit de déterminer si les Espagnols peuvent encore bénéficier d'une protection sociale en restant dans l'Union européenne. Le « principe européen » menace l'Europe même.

Le maintien d'une protection sociale minimale est ce qui importe le plus aux Espagnols, aux Grecs, aux Portugais et aux Italiens. Pour avoir connu le fascisme et la pauvreté, ils se souviennent que le fascisme était le pire. Ils ont misé sur l'intégration européenne pour construire la social-démocratie et en finir avec le passé. Comment leur reprocher de s'opposer à la régression que leur impose Bruxelles ?

Le président François Hollande a raison de dénoncer l'illusion de l'austérité. Il devrait également se méfier de cette chimère qu'est la croissance. Les slogans trompeurs, les demi-mesures, les pansements, les appels à la prudence et à la confiance sont engloutis par la vague de panique qui monte de toutes parts.

Il n'y a pas d'autre issue que de s'engager dans une solidarité nouvelle : protéger la santé, l'éducation, les emplois et les retraites dans toute l'Europe. Mais cette voie est-elle vraiment nouvelle ? N'est-ce pas justement celle qu'a frayée la social-démocratie dans la France et l'Allemagne d'après-guerre ? Sans les acquis dont elles avaient tant besoin, ces nations exsangues se seraient dissoutes.

Si l'Europe ne veut pas s'exposer au même danger, elle doit aujourd'hui réaffirmer ces valeurs pour l'ensemble des Européens. ■

Traduit de l'anglais par Myriam Dennehy

¶

James K. Galbraith, président d'Economists for Peace and Security, s'inscrit dans une longue lignée marquée par la figure mondialement reconnue de son père, John K. Galbraith. Il est l'auteur de « L'Etat prédateur » (Seuil, 2009).

Un mécanisme pour la relance verte

Créons des euro-obligations carbone

Michel Aglietta

Professeur à l'université Paris-Ouest - Nanterre

Jean-Charles Hourcade

Directeur de recherche au CNRS, directeur d'études à l'EHESS

Hollande *vs* Merkel ? Relance par la commande publique et l'émission de monnaie contre l'austérité ? C'est un dilemme mortel dont il faut sortir si on veut écrire un pacte de croissance mobilisateur pour tous les Européens. Pour cela, il faut reformuler la question. Il faut lier le défi immédiat de la sortie de crise et celui d'une mutation énergétique et industrielle qui fasse que notre développement ne soit plus assis sur l'accumulation de dettes écologiques.

L'injection de 1 000 milliards d'euros de crédit aux banques par la Banque centrale européenne (BCE) et les plans de sauvetage de la Grèce n'ont empêché ni la récession de l'Italie, ni les baisses cumulées de 5 % et 17 % du produit intérieur brut (PIB) en Espagne et en Grèce depuis 2008, ni la crise des banques espagnoles. C'est que les banques, en utilisant ces crédits pour purger les excès passés au lieu de financer le secteur privé, ont aggravé le marasme causé par les restrictions budgétaires, le chômage et les baisses de salaire réel.

Peut-on attendre des miracles de réformes structurelles ? Outre que leur contenu mérite d'être discuté, elles seront longues à déployer et ne sauraient inciter les entreprises à embaucher si les carnets de commandes se vident. L'austérité de croissance risque, comme les médecins de Molière, de faire mourir le patient par les saignées censées le guérir.

Or, les expériences réussies de résorption des dettes publiques après la seconde guerre mondiale l'ont montré, pas de salut si le taux de croissance économique n'est pas supérieur au taux d'intérêt réel. Ne pouvant plus dévaluer les monnaies nationales, on ne peut espérer y arriver par la seule grâce d'un peu d'inflation, tolérable par la BCE, et d'une hausse des exportations vers une Allemagne où les salaires augmentent.

La seule politique à effet massif serait, après création d'une agence européenne d'évaluation des finances publiques, l'émission d'euro-obligations qui mutualiseraient les dettes souveraines et feraient baisser les taux d'intérêt dans les pays fragilisés. Mais l'Allemagne refuse, elle s'inquiète du laxisme potentiellement engendré par cette garantie commune. C'est pourquoi on avance l'idée de « project bonds », d'obligations dédiées au financement de projets d'infrastructures. Mais, sans cohérence d'ensemble, le risque est grand de libérer un jeu de lobbying autour de grands projets plus ou moins arbitraires.

De fait, un crédit plus facile peut très bien réanimer le mode de croissance qui nous a menés dans l'impasse : consommation financée par l'endettement, compétition par les salaires, spéculation immobilière, désindustrialisation de nombreuses régions, modernisation agricole allant de pair avec la fragilisation du monde rural, choix technologiques faisant peu de cas de notre capital naturel, coûteuses importations d'hydrocarbures et sécurité énergétique fragile.

L'enjeu est donc de libérer des investissements d'infrastructure et des innovations qui nous orientent vers un mode de développement où la lutte contre la pauvreté et la fragmentation sociale intègre les enjeux de la raréfaction du pétrole bon marché, du changement climatique et de la maîtrise des risques technologiques.

Le défi climatique nous fournit un point d'appui sur lequel il faut savoir jouer. Supposons que les gouvernements s'accordent sur une valeur du carbone et un volume de réduction d'émissions accessibles par des projets évitant des rejets de gaz à effet de serre (rénovation des bâtiments, énergies nouvelles par exemple). On peut alors définir un nouvel actif réel, l'actif carbone, pour gager des eurobonds carbone, des obligations attractives pour des investisseurs comme les fonds de pension ou les fonds souverains.

Confiés à des intermédiaires financiers publics comme la Banque européenne d'investissement, ils permettraient l'émission de certificats carbone et des prêts à faible taux pour des projets « bas carbone ». Ces projets devraient être certifiés puis contrôlés par une autorité indépendante, à l'image de ce que fait le mécanisme de développement propre de la convention climat. Si la BCE reconnaissait les certificats carbone comme actifs de réserve bancaire au fur et à mesure de la bonne réalisation des projets, les banques pourraient alors renforcer leur bilan sans restreindre les crédits à l'économie.

« Un accord est possible autour de cette perspective, vu le volontarisme affiché par l'Allemagne en matière climatique »

On n'aurait pas d'injection aveugle de liquidités : la montée des réserves carbone serait corrélée à une production de richesse dûment contrôlée et on distrairait l'épargne privée des produits spéculatifs par le biais des produits financiers dédiés au climat bénéficiant d'une forte garantie, d'un rendement un peu supérieur à celui des plans d'épargne et d'une finalité éthique. Une faible taxe sur les produits financiers pourrait être utile, au départ, pour garantir le système.

Un accord est possible autour de cette perspective, vu le volontarisme affiché par l'Allemagne en matière climatique (Angela Merkel, alors ministre de l'environnement, fut chef de la délégation allemande à Kyoto en 1997). Ambition et cohérence seraient données au pacte de croissance. La mutation énergétique, par son impact sur les transports, l'habitat, l'industrie et l'agriculture, peut aider à la réindustrialisation du sud de l'Europe ; elle suppose de l'innovation, mais repose à 75 % sur le meilleur emploi de techniques existantes et de main-d'œuvre locale. On rappellera, pour apprécier son potentiel de relance, que l'énergie, l'habitat et les transports représentent plus de la moitié de nos investissements annuels, à quoi il faut rajouter les effets induits sur les industries de transformation des matériaux, la chimie ou l'automobile.

L'Europe disposerait alors d'un prototype à proposer aux pays du tiers-monde pour concrétiser ses engagements dans la convention climat, prototype adoptable par Barack Obama, en recherche d'alliances pour la croissance et d'appuis pour la politique climatique.

Il n'y aura pas d'Europe durable sans discussion sur les salaires, les droits sociaux, les réformes fiscales et l'organisation des marchés. Mais rien ne se fera sans un choc de confiance qui bloque la récession en cours ; une réponse conjointe aux défis de la dette financière et de la dette écologique peut y contribuer. ■

¶

Michel Aglietta est spécialiste des mécanismes de la finance et de la monnaie, il a été membre du Conseil d'analyse économique auprès du premier ministre (1997-2003). Il est l'auteur de « Zone euro : éclatement ou fédération » (Michalon, 188 p., 15,22 €)

Gagner en compétitivité, un moteur pour l'emploi

Yvon Gattaz

Membre de l'Institut, président du Syndicat des entreprises de taille intermédiaire et des entreprises patrimoniales (Asmep-ETI)

Dans de nombreux pays industrialisés, le drame du sous-emploi a soulevé cette question que se posent tous les entrepreneurs depuis des siècles : comment créer des emplois ? Car les entreprises sont les seules créatrices de vrais emplois, les emplois durables, qui ne peuvent être que des emplois rentables.

Et le monde redécouvre cette évidence : l'entreprise ne crée des emplois qu'à la condition qu'elle connaisse une croissance qui les exige, tous les autres emplois, à part ceux de la fonction publique, étant des emplois provisoires ou de substitution.

On le voit, la chaîne emploi-croissance est définitivement soudée. Et c'est cette mythique croissance qui est recherchée dans tous les recoins de la planète, après avoir été négligée et même parfois contestée par des courants intellectuels nostalgiques du passé.

Or l'entrepreneur connaît bien, lui, les quatre impératifs de la croissance pour son entreprise :

– biologique, car l'entreprise est un être vivant qui, s'il ne croît pas, décroît vers sa disparition ;

– psychologique, car l'entrepreneur ne pourra recruter des collaborateurs de talent sans projets de croissance attractifs ;

– managérial, car la croissance efface la plupart des erreurs de gestion : surstocks, surendettements, sureffectifs, surinvestissements, qui deviennent, grâce à la croissance, des anticipations géniales ;

– financier, car la croissance se fait toujours à effectifs et moyens insuffisants, ce qui génère des « surbénéfices » qui rendent la croissance auto-accélératrice.

Et le résultat providentiel de cette croissance est bien l'emploi lui-même.

Mais si le mot croissance revient sur les lèvres de tous les dirigeants de tous les pays, combien sont-ils à savoir la créer réellement ? Ici, on plonge dans le mystère. Une croissance mondiale peut être créée par des événements mondiaux, souvent graves : guerre, catastrophe naturelle ou, plus simplement, émergence de pays nouveaux qui accèdent au progrès comme on l'a connu récemment. Mais ces phénomènes ne se décident pas dans un bureau, même présidentiel.

On a trouvé, plus localement, la croissance nationale qui est elle-même un autre mystère. Et là, deux thèses s'affrontent. La croissance dite keynésienne par le bas, c'est-à-dire par la demande avec infiltration de ressources aux consommateurs, devrait théoriquement relancer l'activité. Raisonnement un peu simple, car l'activité ainsi créée peut profiter surtout aux importations de produits manufacturés, avec, de ce fait, peu d'influence sur l'emploi local. Par ailleurs, cette relance par le bas est un mauvais pari pour la dépense, à une époque où les caisses nationales sont désespérément vides. Bien que les entrepreneurs aient l'habitude du risque, ils ne souhaitent pas prendre celui-ci.

La croissance par le haut est celle de l'offre, croissance qui est acquise par la compétitivité (plutôt les compétitivités, tant elles sont nombreuses) de nos entreprises. Toutes les méthodes doivent être utilisées pour un effet optimal : innovations, exportations, investissements productifs, mobilisation des collaborateurs pour leur adhésion enthousiaste aux projets nouveaux, spécialisation dans des créneaux d'excellence avec protection industrielle rigoureuse, enseignement de la croissance obligatoire dans les petites entreprises pour doubler ou tripler le nombre de nos entreprises de taille intermédiaire (ETI) performantes, mais aussi dans tous les établissements scolaires pour inculquer l'impératif de croissance chez les jeunes.

« La légende selon laquelle les Français sont innovateurs mais piètres développeurs s'estomperait »

Rappelons que les Français en général ne sont pas des admirateurs inconditionnels de la croissance et qu'ils préfèrent souvent conserver sous la tente à oxygène gouvernementale les petites entreprises cacochymes et sans espoir, plutôt qu'aider les meilleures à grandir plus vite. C'est notre « culte de l'ourson » bien connu. De plus, ils sont dissuadés par les murs effrayants de nos seuils sociaux légaux.

C'est donc la compétitivité de nos entreprises qui créera la croissance nationale et les recettes sont innombrables. Rappelons que les éleveurs de perdreaux pour les chasses en Espagne ont obtenu des résultats étonnants en termes de développement, non pas en achetant des œufs et des poussins, mais en créant un environnement favorable au développement des oiseaux et en éliminant tous leurs ennemis, végétaux ou animaux. Si on favorisait les environnements de développement des entreprises : psychologiques, administratifs, sociaux, fiscaux, financiers, on constaterait leur explosion. Et la légende selon laquelle les Français sont innovateurs mais piètres développeurs s'estomperait.

On verrait alors nos meilleures PME se transformer en ETI innovatrices, exportatrices, investisseuses et embaucheuses. La croissance nationale se renforcerait. Et l'emploi, son corollaire, s'améliorerait. ■

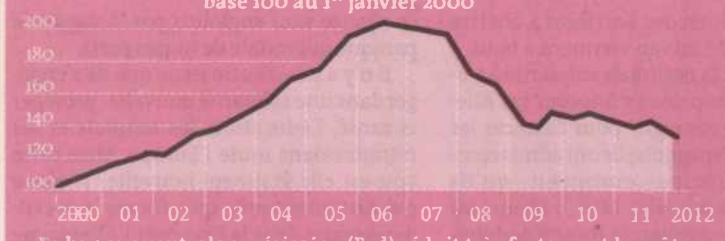
Le Monde
Vendredi 15 juin 2012

D'où vient la crise ? Comment en sommes-nous arrivés là : Europe défaillante, monnaie en danger, récession, chômage ? De la bulle immobilière américaine au drame grec, de la création de l'euro à la débâcle des banques espagnoles, démontage d'une machine devenue folle

LES RACINES AMÉRICAINES

2001 - 2007
Bulle immobilière américaine : le déséquilibre originel

Indice S&P/Case-Shiller des prix de l'immobilier aux Etats-Unis, base 100 au 1er janvier 2000



La banque centrale américaine (Fed) réduit très fortement le coût du crédit, permettant aux classes aisées et moyennes d'accéder à la propriété. Les prix de l'immobilier s'envolent. Les banquiers ciblent ensuite des ménages aux très faibles revenus à travers des prêts appelés « subprimes », en calculant leur capacité d'emprunt sur la valeur de la maison achetée. Un système qui a fonctionné tant que les prix augmentaient. Mais, comme on dit à Wall Street, « les arbres ne montent pas jusqu'au ciel ».

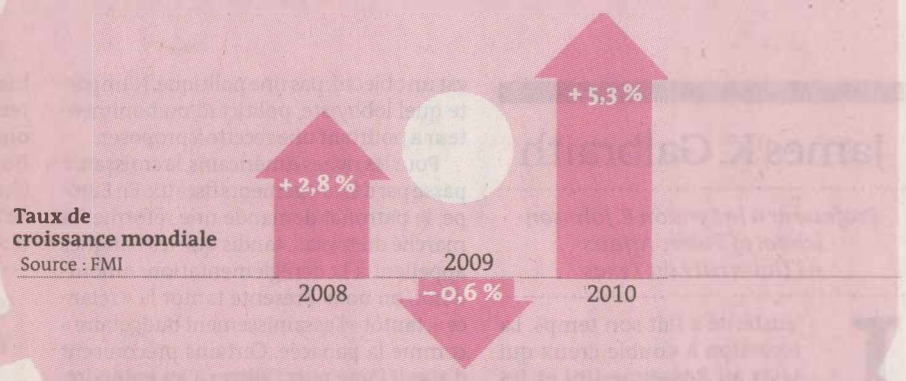
Effet d'entrainement

2007-2008
Crise des subprimes : la bombe financière explose

A partir de 2007, des ménages américains ne parviennent plus à rembourser leurs dettes. Problème, ces prêts subprimes ont été assemblés dans des produits financiers sophistiqués, ensuite revendus à d'autres investisseurs, notamment hors des Etats-Unis. Cela met en difficulté un grand nombre d'établissements financiers – certains devant être nationalisés ou bradés – et provoque une crise de confiance généralisée, qui atteint son paroxysme le 15 septembre 2008, avec la faillite de la banque américaine Lehman Brothers.

Londres, 15 septembre 2008 Un employé de Lehman Brothers quitte le siège européen de la banque en faillite
AFP

2009
Récession mondiale : la finance contamine le monde



La crise financière affecte durement l'économie réelle, le crédit se raréfiant, les entreprises réduisant leurs investissements, les ménages consommant moins... Une situation qui a poussé les gouvernements du monde entier à multiplier les plans de relance économique, avec un recours accru à la dépense publique. De quoi affecter un peu plus des comptes publics déjà dégradés dans certains pays par le sauvetage de banques

2009-2012
Crise de la dette européenne : la zone euro en péril

A la suite de l'alternance politique à Athènes en octobre 2009, le nouveau gouvernement socialiste grec annonce un déficit public bien plus élevé qu'attendu. Echaudés et affolés, les marchés financiers (banques, assureurs, fonds...) réclament alors des taux d'intérêt de plus en plus élevés pour prêter des fonds à la Grèce. Le pays se retrouve dans une situation intenable au printemps 2010, obligeant les autres membres de l'union monétaire et le Fonds monétaire international (FMI) à voler à son secours à travers des prêts à trois ans. Les marchés se méfiant dès lors des « maillons faibles » de l'euro, des plans d'aide à l'Irlande et au Portugal suivront peu après.

1999-2010
Laxisme budgétaire : l'euro cache le surendettement

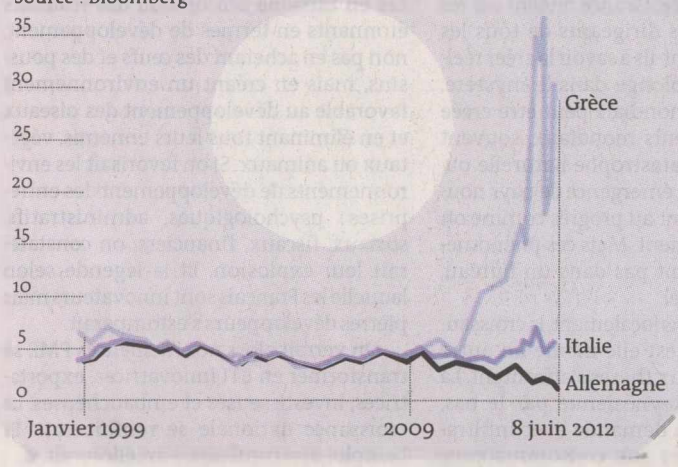
Laisser filer les comptes n'est pas nouveau, la France n'ayant par exemple pas eu de budget à l'équilibre depuis 1975. Mais les taux d'intérêt très faibles demandés par les marchés au début des années 2000 ont encouragé les déficits d tats. Il faut dire aussi que l'exemple est venu des grands pays : la France et l'Allemagne n'ont-elles pas donné en 2003 un sérieux coup de canif au pacte de stabilité, ce texte censé limiter les dérapages budgétaires des Etats ?

LES RACINES EUROPÉENNES

1999
Création de l'euro : un label qui va leurrer les investisseurs

La création de la monnaie unique crée une zone de convergence : les Etats de l'union monétaire empruntent sur les marchés à des taux d'intérêt quasi identiques, les investisseurs achetant presque indifféremment de la dette allemande ou grecque. A leurs yeux, seul compte le label « zone euro »...

Taux d'emprunt à dix ans
Source : Bloomberg



1999-2012
Déséquilibres macroéconomiques : la compétitivité oubliée

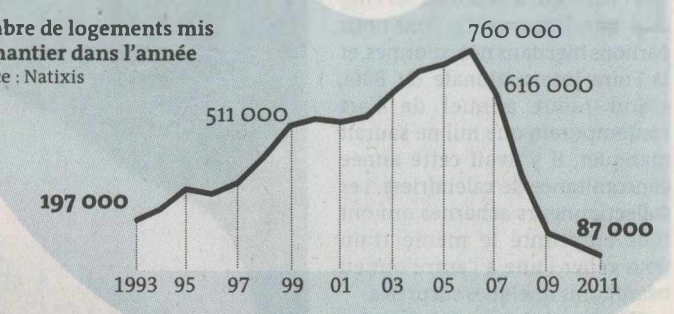
L'existence de l'euro a privé les membres de l'union monétaire de l'arme de la dévaluation. Les cours de la devise européenne s'avérant trop élevés pour la plupart des pays européens, leur compétitivité s'en est trouvée très fortement affectée accroissant du coup leurs déficits commerciaux.. Et ce d'autant plus qu'ils n'ont pas mené de réformes structurelles pour améliorer leur situation, à l'exception de l'Allemagne.

La mécanique infernale de la crise européenne

1990-2008
Bulle immobilière espagnole : l'illusion d'une croissance en béton

Longtemps, la croissance espagnole a presque exclusivement reposé sur le secteur du bâtiment, au risque de construire des édifices pharaoniques comme des aéroports aujourd'hui inexploités. En 2007, durant quelques mois et juste avant que la bulle n'explose, l'Espagne a même mis en chantier davantage de logements que les... Etats-Unis.

Nombre de logements mis en chantier dans l'année
Source : Natixis



2011-2012
Crise bancaire européenne : un effet boomerang sur la finance

Les difficultés des États fragilisent un peu plus encore des banques européennes pas encore remises de la crise des subprimes. D'abord parce qu'elles sont leurs principales créancières. Ensuite parce que la crise économique entraîne une hausse des impayés dans leur bilan. Des problèmes auxquels s'ajoutent, en Irlande et en Espagne, les difficultés liées à l'explosion de la bulle immobilière et donc des créances douteuses. Une situation qui a poussé la Banque centrale européenne à multiplier les mesures en faveur du secteur bancaire.

100 milliards d'euros — Montant maximum des prêts européens à l'Espagne pour recapitaliser ses banques

Les prêts des pays européens et du FMI aux Etats membres en difficulté

Mai 2010 — **Premier plan d'aide à la Grèce** — 110 milliards d'euros

Novembre 2010 — **Plan d'aide à l'Irlande** — 85 milliards d'euros

Mai 2011 — **Plan d'aide au Portugal** — 78 milliards d'euros

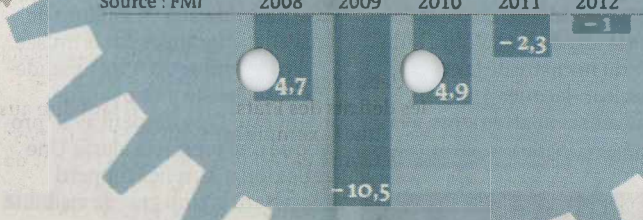
Mars 2012 — **Deuxième plan d'aide à la Grèce** (auquel s'ajoute l'effacement d'une partie de la dette grecque détenue par des banques, des assureurs ou des fonds). — 130 milliards d'euros

106,5 milliards d'euros

2010-2012
Plans d'austérité : la rigueur sape la reprise

En contrepartie de leurs prêts, les Etats de la zone euro et le FMI ont demandé aux pays aidés la mise en place de politiques de rigueur (coupes dans le budget de l'Etat...) pour revenir à l'équilibre budgétaire. Des politiques d'austérité que se sont également autoadministrées d'autres Etats en difficulté. Mais ces mesures d'économie peuvent se révéler contre-productives en affectant la croissance avec moins de consommation et d'investissement, augmentant le chômage et diminuant les rentrées fiscales.

Déficit primaire de la Grèce
(déficit hors paiement des intérêts de la dette), en % du PIB
Source : FMI



1973-2012
L'exception grecque : un Etat déliquescent

15 à 20 milliards d'euros

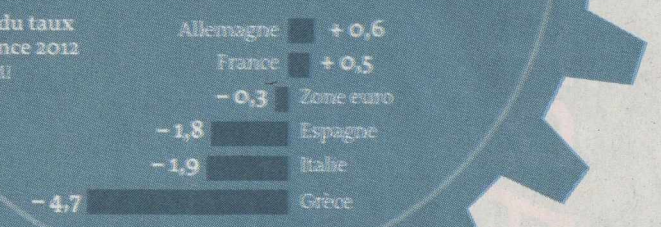
Tel était le montant de la fraude fiscale en 2009 selon le cabinet McKinsey, soit 60 % à 80 % du déficit budgétaire du pays.

La crise est attisée par les spécificités grecques :
un pays frappé par une très forte fraude fiscale,
une administration et des partis politiques clientélistes,
une industrie très peu développée,
un Etat de droit fréquemment bafoué...

2011- 2012
Récession européenne : des désaccords sur la sortie de crise

La crise de la dette fait replonger la zone euro dans la récession en 2012 (– 0,3 % attendu cette année selon le FMI), après une contraction de – 4,3 % en 2009. Après avoir longtemps misé principalement sur l'austérité, les dirigeants européens jugent désormais de façon unanime qu'il faut trouver des moyens de relancer la croissance. Mais ils divergent sur les méthodes à employer : Berlin et la Banque centrale européenne veulent avant tout la mise en place de réformes structurelles, quand d'autres pays, dont la France, prônent plutôt des dépenses d'investissement.

Prévision du taux de croissance 2012
Source : FMI



TEXTES CLÉMENT LACOMBE
INFOGRAPHIE *LE MONDE*